

Monsieur Emmanuel MACRON  
**Président de la République**

Palais de l'Élysée  
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré  
75008 Paris

Paris, le 29 octobre 2019

Monsieur le Président de la République,

Au nom de nos organisations, nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur la situation de la filière vitivinicole française. Celle-ci voit aujourd'hui sa compétitivité et sa pérennité mises en danger du fait d'un ensemble de circonstances.

Au plan national, l'inadaptation structurelle de la Loi EGALIM, conjuguée à une rupture écologique plus qu'à une transition, conduit à une profonde remise en cause des pratiques au sein de la filière, bloquant les évolutions plus qu'elle ne les accompagne.

Au plan international, la profonde instabilité actuelle secoue notre filière : ralentissement économique en Chine, troubles politiques à Hong-Kong, incertitude au Royaume-Uni ou encore, sanctions américaines, sont autant d'éléments qui affaiblissent une filière qui a, depuis longtemps, développé d'importants efforts à l'international et y véhicule une image forte et positive de notre pays.

Risquant de perdre leurs principaux marchés d'exportation, nos producteurs et négociants subissent au même moment, dans un contexte de baisse permanente de la consommation nationale de vin, une mise à l'index par les autorités de santé publique en contradiction totale avec votre volonté de co-construire un plan de prévention dans lequel nous nous sommes fermement engagés.

Notre filière se veut exemplaire en matière de transition écologique, notamment elle occupe une place de leader en matière de haute valeur environnementale et d'agriculture biologique. Malgré cela, l'opprobre est jeté contre nos viticulteurs dans leurs villages sans qu'aucun dialogue sur des mesures sur les traitements à proximité des habitats n'ait été instauré et sans qu'ils puissent bénéficier du moindre soutien adapté.

Une rupture entre le monde du vin et nos concitoyens est désormais engagée, rupture dont les pouvoirs publics portent une responsabilité.

Sur l'ensemble de ces sujets de préoccupation, nous avons régulièrement appelé l'attention des différentes administrations, sans que nous ne soyons parvenus à de réels progrès. Il en résulte une incompréhension de plus en plus palpable entre le pouvoir politique, les administrations et notre filière.

Nombre de ces difficultés résultent d'approches souvent partielles, liées aux partages de compétences croisées. Pour les résoudre, en intégrant tout à la fois le développement économique légitime de notre filière et les attentes, tout aussi légitimes, de nos concitoyens, il est indispensable d'arbitrer ces forces contradictoires et de fixer une vision partagée et un cap.

C'est pour ces motifs que nous sollicitons auprès de vous une audience en vue de construire ensemble une véritable politique vinicole.

Dans l'attente, nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, en l'expression de notre haute considération.



**Gérard BANCILLON**  
Président VINIGP



**Jean-Marie BARILLERE**  
Président CNIV



**Boris CALMETTE**  
Président Vignerons  
Coopérateurs de France



**Michel CHAPOUTIER**  
Président UMVIN



**Jérôme DESPEY**  
Président Commission  
viticole FNSEA



**Jean-Marie FABRE**  
Président des Vignerons  
Indépendants de France



**Bernard FARGES**  
Président CNAOC



**Stéphane HERAUD**  
Président AGPV



**Antoine LECCIA**  
Président FEVS



**Samuel MASSE**  
Responsable dossier Viticulture  
JA